



**POUR NOS SALAIRES, NOS POSTES, NOS CONDITIONS DE TRAVAIL...
CONTRE LES RÉFORMES ET ORIENTATIONS IDÉOLOGIQUES GOUVERNEMENTALES...
EN GRÈVE LE 1ER FÉVRIER**

LA CGT ÉDUC'ACTION, LE SYNDICAT DE TOUS LES PERSONNELS DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Les ministres se succèdent mais la politique reste la même : salaires en berne, suppressions de postes et dégradation des conditions de travail auxquelles s'ajoutent la valse des réformes visant à mettre en place une école à deux vitesses, à casser les qualifications professionnelles et à contrôler les pratiques pédagogiques des personnels.

Pour la CGT Éduc'action et l'intersyndicale nationale, il est temps de casser ce cercle vicieux et d'exiger une autre politique.

SALAIRES

Face à l'inflation galopante, **NON** à la politique de primes ! **EXIGEONS** une augmentation générale et immédiate pour tous les personnels de 400 € net.

Seul le point d'indice est la base du salaire et du calcul des retraites des agent.es de la Fonction publique.

Juillet 2022 : +5% du point d'indice contre une inflation de 10,5 % = **perte sèche**.

2024 : revalorisation de 5 points d'indice = + 24,6 € brut... **une aumône !**

Pour les plus précaires : à l'automne 2023, la prime unique « pouvoir d'achat » entre 300 et 800 € = **une goutte d'eau**.

ET LES OUBLIÉ-ES

Le ministère s'entête à refuser des mesures salariales d'urgence en direction des personnels les plus précaires : AESH, AED, Catégories C

PACTE

UN LEURRE POUR NOS SALAIRES UN DANGER POUR NOS STATUTS

Pas étonnant que cet « engagement contractuel » annuel, renouvelable, ait été massivement refusé.

Ajouter des missions à nos obligations réglementaires de services et à nos statuts, c'est non seulement une transformation de la Fonction publique, mais c'est surtout une **non-revalorisation salariale**.

NON à « travailler plus pour gagner plus » !

POUR TOUS LES PERSONNELS, SANS CONDITION NI CONTREPARTIE...

EXIGEONS :

- AUGMENTATION IMMÉDIATE DE TOUS LES PERSONNELS DE 400 € NET
- SMIC À 2000 € BRUT
- DÉGEL DE LA VALEUR DU POINT D'INDICE AVEC LE RATTRAPAGE DES PERTES ANTÉRIEURES
- INDEXATION DE LA VALEUR DU POINT D'INDICE SUR L'INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
- ÉGALITÉ SALARIALE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES
- REVALORISATION CONSÉQUENTE ET IMMÉDIATE DES PENSIONS.
- UNE GRILLE DE SALAIRE DÉBUTANT À 2 FOIS LE SMIC BRUT

MOBILISONS-NOUS !



POSTES : QUAND LA MÉTHODE COUÉ NE FONCTIONNE PAS...



La promesse Attal de septembre 2023, « un enseignant dans chaque classe » a fait long feu : les postes non pourvus et les manques de personnels dans les écoles, établissements et services sont, cette année encore, extrêmement nombreux.

Quelles conséquences ?

Personnels absents non remplacés, surcharge de travail et mutualisation des moyens dans les services, formation continue sacrifiée et saccagée, inclusion sans moyens, sureffectifs dans les classes...

TOUT CELA CONTRIBUE À DEGRADER ENCORE LES CONDITIONS DE TRAVAIL ET À CULTIVER LA PRÉCARITÉ À TOUS LES ÉTAGES.

! DES REFORMES DANGEREUSES POUR LE SYSTEME SCOLAIRE

L'ambition de Macron de brandir un discours de réussite scolaire tout en bâtissant les fondements **renforce le tri social et les inégalités.**

Les mesures annoncées dans le « choc des savoirs » renoncent clairement à l'idée d'une élévation générale du niveau scolaire et de la démocratisation de l'accès aux savoirs pour toutes et tous. Elles ont pour but à peine voilé d'éjecter au maximum et le plus tôt possible les enfants pauvres de l'École publique.

Lycée professionnel

Les jeunes vont être livrés à moindre coût aux entreprises, entreprises qui feraient mieux que l'École pour former et insérer...

Ce n'est pas moins d'école qu'il faut aux élèves de LP !

Groupes de niveaux

Tests tout au long de l'année

Manuels labélisés

C'est le retour de vieilles recettes qui ont pourtant fait preuve de leur inefficacité.

Pour les enseignant.e.s, l'éclatement du groupe classe, les groupes de niveau, ce sont des emplois du temps dégradés et beaucoup de travail supplémentaire.

REFUSONS

- la culture de la compétition au détriment de la coopération,
- la mise sous pression systématisée, dès le plus jeune âge et à tous niveaux de la scolarité,
- la remise en cause fondamentale de la liberté pédagogique.



EXIGEONS LE RETRAIT DE CES REFORMES

**Toutes et tous en grève et en manifestation
à LIMOGES
14h30 devant le rectorat
(AG des grévistes à 11h Maison du Peuple salle 11)**

CGT Educ'Action 24 rue Charles Michels 87 000 Limoges

06 49 10 70 07

cgт.education.limousin@gmail.com - @ActionLimousin